Rapport européen sur l’islamophobie, année 2020 !!!

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 23 mars 2022

Les sept organisations qui masquent le rôle du gouvernement turc dans la production du *Rapport*

européen sur l’islamophobie, année 2020.

Rapport européen sur l’islamophobie, année 2020

Sixième édition !

Par Enes Bayraklı et Farid Hafe
Critique par Daniel Pipes
Middle East Quarterly
Printemps 2022

Ce volumineux rapport annuel qui en est maintenant à sa sixième édition, s’appuie sur 37 auteurs et couvre 31 pays. Publié en collaboration avec sept « partenaires de coopération » (indiquant la nature établie de ce sujet), il cache pour on ne sait quelle raison le rôle évident du gouvernement turc que les cinq éditions précédentes affichaient fièrement.

L’étude débute en affirmant qu’en 2020, « l’état de

l'islamophobie en Europe ne s'est pas amélioré mais il s'est en plus aggravé voire, a atteint un point de basculement ». Pire, « les musulmans français et autrichiens ont été laissés entre les mains d'une violence d'État brutale » *(En voilà une autre !!!)*. Plus encore, les éditeurs se montrent grandiloquents quant à l'ampleur de leur sujet pour l'ensemble de l'Europe : « L'islamophobie dévalorise directement la vie des personnes discriminées mais elle remet également en question l'humanité d'une société qui prétend défendre l'égalité de tous les êtres humains. (*Comme le fait assurément l'islam, la meilleur communauté d'un côté, les autres en dhimmis soumis, surtaxés, humiliés.*..)»

Comme on pouvait s'y attendre, ces 886 pages (*Merci d'avoir fait le boulot d'une petite analyse !*) regorgent d'exemples de choses horribles faites et dites contre les musulmans. Alors que le rapport nous appelait à nous attendre aux pires des faits, de nombreux cas révèlent d'une horreur très relative.

- La déclaration du ministre suédois de l'éducation : « le gouvernement a décidé d'arrêter la création de nouvelles écoles religieuses » (*On peut croire que toutes les religions sont concernées*).
- Un procureur bulgare a accusé un lutteur de père syrien d'avoir participé à des « activités terroristes à l'étranger » en se basant sur des photos que l'adolescent alors âgé de 16 ans avait publiées de lui-même sur les réseaux sociaux en 2015-2016 en Syrie et sur lesquelles il apparaissait en uniforme militaire et portant des armes (*Sûrement pour protéger l'aide humanitaire dans le cadre du printemps arabe*).
- La police autrichienne a perquisitionné des membres présumés des Frères musulmans et du Hamas (*Et pas des membres du Mossad !*).
- Un ancien ministre finlandais de l'intérieur a encouragé l'actuel ministre de l'intérieur à adopter des lois plus

strictes en matière d'immigration.
- Un groupe d'Irlandais s'est plaint de voir un stade d'athlétisme « saturé du sang d'animaux terrifiés abattus sans aucune forme de sédation » (sans mention de l'identité des auteurs – *des toréros sûrement !*).

Plus amusant encore, un exemple de médias « islamophobes » du Kosovo consiste en… un article publié dans le *Washington Times*. Si ces cas constituent ce qu'on appelle l' »islamophobie », il n'est pas étonnant que les musulmans continuent d'affluer en nombre toujours plus grand vers l'Europe dans l'espoir d'y recommencer leur vie.

Mise à jour, 8 mars 2022 : Martha Lee livre une analyse magistrale du rapport européen sur l'islamophobie dans « Turkey Lobbies to Outlaw Criticism of Islamism in Europe« . Elle note également d'autres exemples plus absurdes de prétendue « islamophobie ». En voici un : l'étude qualifie « la députée croate Marijana Petir d'islamophobe en raison de son action en faveur des chrétiens opprimés dans les pays à majorité musulmane » (*mince alors, si les musulmans ne peuvent plus persécuter les chrétiens, où va-t-on ?*).

Elle relève que même la critique du régime turc est considérée comme de l' »islamophobie » :

Le mécontentement des Serbes face à la décision d'Erdoğan de transformer la basilique Sainte-Sophie de musée en mosquée constituerait « une opinion et une attitude antiturques » et présenterait « un contenu ouvertement islamophobe ».

Dans le chapitre sur l'Albanie, … la critique albanaise de la tentative du gouvernement turc d'adopter une loi accordant l'amnistie aux violeurs d'enfants s'ils épousent leur victime, est décriée comme un acte de « turcophobie » et de « propagande antiturque ». Dans les chapitres consacrés à la Bulgarie et à la Grèce, on trouve des exemples similaires où le sentiment anti-AKP est assimilé à de l'islamophobie.

(Notes persos en italique surlignées en orange)